

Afdeling 3. — Inwerkingtreding

Art. 20. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 17 juli 2002.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) Zitting 2001-2002 :

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 290-1. — Commissieamendementen, nr. 290-2. — Verslag, nr. 290-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juli 2002.



F. 2002 — 2952

[C — 2002/29384]

4 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment les articles 109, alinéa 1^{er}, 4^e, b; 234, § 1^{er}, 4^e, b et 364, § 1^{er}, 4^e, b;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 février 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mars 2002;

Vu le protocole de négociation du 26 avril 2002 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics, provinciaux et locaux, Section II, réunis conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 33.547/2 du Conseil d'Etat donné le 12 juin 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique et de la Ministre chargée de l'Enseignement supérieur;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Avant d'être désignée ou engagée comme temporaire à durée indéterminée dans une Ecole supérieure des Arts organisée ou subventionnée par la Communauté française, toute personne doit se soumettre à un examen médical organisé par le service de santé administratif.

CHAPITRE II. — *Des conditions et modes d'admissibilité*

Art. 2. Sans préjudice des dispositions spéciales prévues en exécution de la loi du 27 mai 1947, ne satisfait pas à l'examen médical le candidat qui souffre d'une infirmité ou d'une affection stabilisée incompatible avec l'exercice normal de la fonction à conférer.

Art. 3. Si le service de santé administratif n'a pu juger avec certitude des aptitudes physiques du candidat, celui-ci peut être déclaré admissible sous réserve. Il peut être désigné comme temporaire à durée indéterminée et nommé à titre définitif. Du point de vue des aptitudes physiques, il est admis sous réserve.

Art. 4. Le candidat, atteint d'une affection en cours d'évolution ou sujette à récurrence et susceptible d'empêcher l'exercice normal de la fonction à conférer, est ajourné.

Dès qu'il est constaté que l'affection dont souffre le candidat ne présente aucun danger de contagion et que son entrée en service n'est pas susceptible de nuire à sa guérison ou de la retarder notablement, il peut être déclaré admissible sous réserve.

Art. 5. A la demande du Pouvoir organisateur, le membre du personnel, désigné comme temporaire à durée indéterminée ou nommé à titre définitif, visé à l'article 3, est soumis à un nouvel examen au moins tous les six mois. Le service de santé administratif peut le convoquer à plus brève échéance pour subir un tel examen.

Art. 6. A la demande du Pouvoir organisateur, le candidat ajourné est examiné à nouveau à l'expiration du délai fixé par le service de santé administratif.

Lorsque six mois au moins se sont écoulés depuis l'examen précédent, le candidat ajourné peut d'initiative demander, par l'entremise de son Pouvoir organisateur, à subir un nouvel examen.

Art. 7. La durée totale de l'ajournement ou de l'admission sous réserve ne peut dépasser une période de cinq ans à dater du jour du premier examen médical.

Art. 8. Lorsqu'à l'expiration de la période de cinq ans visée à l'article 7, le membre du personnel ou le candidat n'a pas été déclaré définitivement inapte par le service de santé administratif, il est considéré comme possédant les aptitudes physiques requises.

Lorsqu'au cours ou à l'expiration de la période de cinq ans visée à l'article 7, le membre du personnel, désigné comme temporaire à durée indéterminée ou définitif, admis sous réserve conformément à l'article 3, est déclaré définitivement inapte par le service de santé administratif, il est démis d'office.

CHAPITRE III. — *Des examens médicaux*

Art. 9. Les examens médicaux ont lieu dans les centres médicaux du service de santé administratif.

Pour éviter des substitutions de personnes, les médecins examinateurs exigent la production de la carte d'identité. Le protocole d'examen mentionne le numéro de cette carte et la commune qui l'a délivrée.

Art. 10. Les candidats sont convoqués pour subir l'examen médical par les soins du service de santé administratif.

Si, sans motif valable, ils ont négligé de donner suite à deux convocations successives, la deuxième étant faite sous pli recommandé à la poste, le service de santé administratif en informe le Ministre.

A défaut de motif dont la validité est appréciée par le Ministre, celui-ci écarte la candidature introduite par les intéressés.

Art. 11. Le candidat remplit et signe une déclaration d'identité suivie d'un questionnaire concernant son état de santé passé et actuel.

Au dos de la déclaration d'identité, le médecin consigne les résultats de son examen et conclut à l'admissibilité, à l'admissibilité sous réserve, à l'ajournement ou à la non-admissibilité du candidat.

Art. 12. Le service de santé administratif notifie à l'intéressé la conclusion de l'examen médical. Le protocole de cet examen reste dans les dossiers dudit service. Celui-ci ne fait pas connaître au candidat les raisons qui ont motivé la décision. Lorsque la conclusion est, sans réserve aucune, favorable à l'intéressé, le Ministre en est avisé immédiatement.

Art. 13. Si le médecin conclut à la non-admissibilité, à l'ajournement ou à l'admissibilité sous réserve du candidat, celui-ci peut, dans les dix jours de la notification qui lui est faite de cette décision, demander que les motifs ayant servi de base à celle-ci soient communiqués à un médecin de son choix. Ce médecin peut, dans les dix jours qui suivront la communication de ces motifs, réclamer un examen en consultation avec le médecin qui a pris la décision; il peut également adresser à ce médecin un rapport réfutant les motifs invoqués.

Si le candidat néglige d'introduire, dans le délai imparti, la demande visée à l'alinéa 1^{er}, la décision prise par le médecin examinateur est transmise au Ministre.

Art. 14. Si le médecin examinateur et le médecin choisi par le candidat sont d'accord, la conclusion de l'examen médical est soit maintenue, soit modifiée en conséquence.

En cas de désaccord entre ces médecins ou si le médecin auquel le candidat s'est adressé n'a pas satisfait aux prescriptions prévues à l'article 13, le dossier est transmis d'office par le service de santé administratif au collège des médecins créé au sein du service de santé administratif pour vérifier les aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics. Ce collège prend la décision.

Art. 15. Lors de sa comparution devant le collège des médecins, le candidat peut demander à être assisté de son médecin qui, dans ce cas, est entendu à titre consultatif.

Art. 16. L'avis définitif, qu'il résulte de l'accord entre le médecin examinateur et le médecin du candidat ou qu'il soit pris par le collège des médecins, est notifié au candidat et au Ministre.

Mention de cet avis est portée au dos de la déclaration d'identité dont il est question à l'article 11.

Art. 17. Les honoraires du médecin traitant dont l'assistance a été invoquée en application des articles 13, 14 et 15, sont à charge du candidat si la décision finale n'est pas une décision d'admissibilité sans réserve.

CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire*

Art. 18. Par dérogation à l'article 1^{er}, les membres du personnel qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, répondent, selon le cas, aux dispositions de l'article 31, 7^o de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, de l'article 42, 7^o du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'Enseignement libre subventionné ou de l'article 30, 6^o du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'Enseignement officiel subventionné, ne doivent pas se soumettre à un nouvel examen organisé par le service de santé administratif.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Art. 20. La Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

N. 2002 — 2952

[C — 2002/29384]

4 JULI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de vereiste lichamelijke geschiktheid van de leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten), inzonderheid op de artikelen 109, lid 1, 4°, b, 234, § 1, 4°, b en 364, § 1, 4°, b;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 februari 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 maart 2002;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 26 oktober 2002 van het Sectorcomité IX en het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, Sectie II, in gezamenlijke bijeenkomst;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de vraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 33.547/2 van de Raad van State, gegeven op 12 juni 2002 bij toepassing van artikel 84, lid 1,1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met de Ambtenarenzaken en van de Minister belast met het Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Alvorens aangesteld of aangeworven te worden als tijdelijke voor onbepaalde tijd in een hogere kunstschool georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, is iedereen verplicht een medisch onderzoek georganiseerd door de administratieve gezondheidsdienst te ondergaan.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden en wijzen van toelaatbaarheid*

Art. 2. Onverminderd de bijzondere bepalingen bepaald ter uitvoering van de wet van 27 mei 1947, voldoet de kandidaat die lijdt aan een gebrek of een gestabiliseerde aandoening die onverenigbaar is met de normale uitoefening van het te bevesten ambt, niet aan het medisch onderzoek.

Art. 3. Indien de administratieve gezondheidsdienst zich niet met zekerheid heeft kunnen uitspreken over de lichamelijke geschiktheid van de kandidaat, kan deze toelaatbaar onder voorbehoud verklaard worden. Hij kan als tijdelijke voor onbepaalde tijd aangesteld en in vast verband benoemd worden. Uit het oogpunt van de lichamelijke geschiktheid, wordt hij onder voorbehoud toegelaten.

Art. 4. De kandidaat, getroffen door een aandoening in volle evolutie of die terug kan komen waardoor de normale uitoefening van het te bevesten ambt kan belemmerd worden, wordt voorlopig afgewezen.

Zodra wordt vastgesteld dat de aandoening waaraan de kandidaat onderhevig is niet besmettelijk is en dat zijn indiensttreding geen nadeel voor zijn genezing kan betekenen noch die genezing merkbaar kan vertragen, kan hij toelaatbaar verklaard worden.

Art. 5. Op het verzoek van de inrichtende macht ondergaat het bij artikel 3 bedoeld personeelslid aangesteld als tijdelijke voor onbepaalde tijd of in vast verband benoemd, ten minste om de zes maanden een nieuw onderzoek. De administratieve gezondheidsdienst kan hem op kortere termijn oproepen om een dergelijk onderzoek te ondergaan.

Art. 6. Op het verzoek van de inrichtende macht, wordt de voorlopig afgewezen kandidaat opnieuw onderzocht bij het verstrijken van de door de administratieve gezondheidsdienst bepaalde termijn.

Na verloop van ten minste zes maanden sedert het voorgaand onderzoek, kan de voorlopig afgewezen kandidaat op eigen initiatief via zijn inrichtende macht vragen om een nieuw onderzoek te ondergaan.

Art. 7. De totale duur van de voorlopige afwijzing of van de toelating onder voorbehoud mag niet langer dan vijf jaar zijn te rekenen vanaf de dag van het eerste medisch onderzoek.

Art. 8. Wanneer bij het verstrijken van de periode van vijf jaar bedoeld bij artikel 7, het personeelslid of de kandidaat door de administratieve gezondheidsdienst niet definitief ongeschikt werd verklaard, wordt hij beschouwd als beschikkende over de vereiste lichamelijke geschiktheid.

Wanneer tijdens of bij het verstrijken van de periode van vijf jaar bedoeld bij artikel 7, het personeelslid aangesteld als tijdelijke voor onbepaalde tijd of in vast verband benoemd, toegelaten onder voorbehoud overeenkomstig artikel 3, door de administratieve gezondheidsdienst definitief ongeschikt wordt verklaard, wordt het van rechtswege ontslagen.

HOOFDSTUK III. — *Medische onderzoeken*

Art. 9. De medische onderzoeken worden georganiseerd in de medische centra van de administratieve gezondheidsdienst.

Om substituties van personen te voorkomen, eisen de geneesheren-onderzoekers de overlegging van de identiteitskaart. In het onderzoekprotocol wordt het nummer van deze kaart vermeld alsook de gemeente die de kaart heeft uitgereikt.

Art. 10. De kandidaten worden door de administratieve gezondheidsdienst opgeroepen voor een medisch onderzoek.

Indien zij zonder geldige reden verzuimd hebben in te gaan op twee opeenvolgende oproepingen, de tweede bij een ter post aangetekende brief, geeft de administratieve gezondheidsdienst er mededeling van aan de Minister.

Bij gebrek aan een reden waarvan de geldigheid door de Minister wordt beoordeeld, wijst deze de door de betrokkenen ingediende kandidatuur af.

Art. 11. De kandidaat vult een identiteitsverklaring in en ondertekent die en vervolgens een vragenlijst over zijn vorige en huidige gezondheidstoestand.

Op de keerzijde van de identiteitsverklaring, noteert de geneesheer de resultaten van zijn onderzoek en concludeert tot toelating, toelating onder voorbehoud, voorlopige afwijzing of niet-toelaatbaarheid van de kandidaat.

Art. 12. De administratieve gezondheidsdienst geeft aan betrokkene kennis van de conclusie van het medisch onderzoek. Het protocol van dit onderzoek blijft in de dossiers van bedoelde dienst. Deze geeft aan de kandidaat geen mededeling van de redenen van de beslissing.

Wanneer de conclusie zonder enig voorbehoud gunstig is voor betrokkene, wordt de Minister er onmiddellijk op de hoogte van gebracht.

Art. 13. Indien de geneesheer tot niet-toelaatbaarheid, voorlopige afwijzing of toelaatbaarheid onder voorbehoud van de kandidaat concludeert, kan deze binnen de tien dagen na de mededeling van de beslissing vragen dat de reden die als basis ervoor heeft gediend aan een geneesheer van zijn keuze worden meegedeeld. Deze geneesheer kan binnen de tien dagen die volgen op de mededeling van die reden een onderzoek eisen in overleg met de geneesheer die de beslissing heeft genomen; hij kan ook aan die geneesheer een verslag zenden waarin de ingeroepen reden wordt weerlegd.

Indien de kandidaat verzuimt binnen de opgelegde termijn de bij lid 1 bedoelde aanvraag in te dienen, wordt de door de geneesheer-onderzoeker genomen beslissing aan de Minister doorgezonden.

Art. 14. Indien de geneesheer-onderzoeker en de door de kandidaat gekozen geneesheer het erover eens zijn, wordt de conclusie van het medisch onderzoek ofwel behouden, ofwel dienovereenkomstig gewijzigd.

In geval van onenigheid tussen de geneesheren of indien de geneesheer tot wie de kandidaat zich heeft gewend niet voldaan heeft aan de bij artikel 13 bepaalde voorschriften, wordt het dossier van ambtswege door de administratieve gezondheidsdienst naar het college van geneesheren, opgericht in de administratieve gezondheidsdienst, doorgezonden om de vereiste lichamelijke geschiktheid van de kandidaten tot bepaalde overheidsambten na te gaan. Dit college neemt de beslissing.

Art. 15. Bij zijn verschijning vóór het college van geneesheren, kan de kandidaat vragen bijgestaan te worden door zijn geneesheer, die in dat geval bij wijze van inlichting wordt gehoord.

Art. 16. Het definitief advies, of het nu voortvloeit uit het akkoord tussen de geneesheer-onderzoeker en de geneesheer van de kandidaat of genomen wordt door het college van geneesheren, wordt aan de kandidaat en aan de Minister meegedeeld.

Op de keerzijde van de identiteitsverklaring waarvan sprake in artikel 11 wordt melding gemaakt van dit advies.

Art. 17. De honoraria van de behandelende geneesheer wiens bijstand werd ingeroepen met toepassing van de artikelen 13, 14 en 15 vallen ten laste van de kandidaat indien de eindbeslissing niet een beslissing van toelaatbaarheid zonder voorbehoud is.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepaling*

Art. 18. In afwijking van artikel 1, moeten de personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit besluit, naargelang van het geval, beantwoorden aan de bepalingen van artikel 31, 7° van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende vaststelling van het statuut van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, van artikel 42, 7° van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of van artikel 30, 6° van het decreet van 6 juni 1994 houdende vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, geen nieuw onderzoek ondergaan georganiseerd door de administratieve gezondheidsdienst.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS